

Léon Walras et le progrès économique

*Pierre Dockès**

Socialiste, socialiste libéral, Léon Walras est un progressiste comme l'était son père Auguste. Il croit au "progrès indéfini" de l'Homme et de la Société, un progrès fatal, tout au moins dans la longue période. En effet, si "*le vent du Nord*" pourra venir geler certaines de ses espérances quelque temps, "*ce qui est impossible c'est que le socialisme scientifique et libéral ne fasse pas sa vendange*"¹. Si cette fatalité du progrès humain est bien celle qui préside aux faits naturels², ce progrès est aussi, forcément, conforme à la nature de l'homme, il ne peut que la réaliser dans sa plénitude, sa perfection, son Idéal. A ce titre, le progrès est donc animé par la volonté libre de l'homme : il est à la fois fatal et volontariste, mais une volonté moins libre qu'elle ne se croit (les illusions de la volonté libre), qui ne peut que vouloir ce qui est dans sa nature, mais qui anime cependant la marche vers les Lumières³. Et la science, les sciences naturelles comme les sciences morales, les sciences pures comme les sciences appliquées, sont devenues le ressort de ce progrès.

Léon Walras ne croit pas à la possibilité d'améliorer la nature de l'homme lui-même. S'il admet que la morale puisse être parfois dégradée, en particulier dans les classes laborieuses, il estime que cette dégradation est le fait de la situation sociale et que la marche vers une société idéale (l'Idéal social), corrigera cette situation. Il s'oppose ainsi vigoureusement aux "spiritualistes", à Henri Baudrillard et à ses disciples qui disent "*réformez l'homme et tout le reste vous sera donné de surcroît*" en affirmant "*réformez la société et tout le reste vous sera donné de surcroît*"⁴.

* Université Lyon 2 / Centre Auguste Walras

¹ Léon Walras, *Études d'économie sociale*, 1990 (ci-dessous EES), *Œuvres économiques complètes d'A et L. Walras*, Paris : Economica (ci-dessous OEC), p 147.

² Cette "*mécanique des forces morales, c'est à dire une science abstraite et déductive autant que la mécanique des forces physiques*", EES, p 4-5.

³ "*L'homme est une planète qui, dans le monde moral, fait elle-même sa trajectoire*", EES, p 145-146.

⁴ "*Du matérialisme et du spiritualisme en économie politique et sociale*", *Œuvres diverses*, vol 13 à paraître des OEC. Cf. EES, p 53-58.

Léon Walras accorde au développement des forces productives un rôle important dans la transformation progressiste des rapports sociaux ou dans l'évolution qui fait passer l'humanité par une série d'"états" ou de régimes successifs : état sauvage, pastoral, agricole, industriel, commercial (ou industriel et commercial)⁵ enfin qui la fait entrer dans une société progressive où le progrès est guidé par la science. L'esclavage, le servage lui semblent avoir été imposés par la nécessité économique de leurs temps. La "Révolution industrielle", "la vapeur et les machines" ou "l'industrie moderne" ont imposé la disparition de l'esclavage et du servage en les rendant inutiles, voire nuisibles, avec bien plus d'efficacité que les attaques des philosophes et des moralistes⁶. Aujourd'hui la question du salariat, cette forme de servage modéré, devrait être résolue par le développement du machinisme⁷. Une telle puissance mécanique de l'industrie moderne devrait permettre de "rendre justice en supprimant" aux prolétaires⁸ ?

Pourtant, malgré certaines apparences, non seulement nous ne sommes pas en présence d'une simple mécanique, mais encore moins d'une mécanique matérialiste. Le progrès social suppose d'abord le développement de la science sociale. Walras est plus proche de Kant et de Hegel que de Marx : c'est l'Idée qui se réalise, la machine ne servant que de force d'appoint. Selon lui, la connaissance de la Vérité sociale, la définition (au sens fort, géométrique, du terme) de ce qu'il nommera la "société rationnelle" est possible et celle-ci se réalisera par le développement de la volonté libre de l'homme, donc par la mise en œuvre de réformes rationnelles (déterminées par la science morale appliquée). Ce progrès vers la société idéale est forcément d'abord quelque peu hésitant puisqu'il a commencé bien avant le développement de la science sociale et qu'il est mis en œuvre par un État lui même fort imparfait, mais les progrès de la science sociale et la formation d'un État rationnel ne peuvent que lui donner un cours plus assuré.

Il y a donc une certaine autonomie du progrès social par rapport à l'économie, au progrès matériel (une autonomie certaine plutôt). L. Walras est d'ailleurs critique envers les matérialistes qui entendent, partant de la science économique, substituer le principe utilitaire au principe de justice en matière de propriété et de répartition, voire dans la famille et la société civile et politique. Il ne tombe donc nullement dans le travers de l'économisme.

⁵ Cours d'économie sociale (ci-dessous *CES*), in : L. Walras, *Cours, OEC*, vol. 12, p 294-295

⁶ "*L'industrie moderne et l'économie politique*", in : L. Walras, *Mélanges d'économie politique et sociale, OEC*, p 136, p 144-146.

⁷ Il observe qu'au milieu du siècle, déjà, la force mécanique totale fonctionnant en Angleterre était de 11 millions de chevaux-vapeur et calcule que cela équivaut au travail de 77 millions d'esclaves, soit une population servile de 250 millions, dix fois la population de l'Angleterre.

⁸ *CES*, p 203-204.

Il ne s'agit pas de revenir ici sur la conception générale du progrès de Walras, en particulier la marche vers l'Idéal social, la société rationnelle (et vers l'État rationnel) ou sur sa philosophie de l'histoire⁹. Il ne s'agit pas non plus de s'intéresser à sa conception du développement de la puissance productive de l'homme, du progrès technique et à sa théorie de l'innovation. Nous n'envisagerons que le seul *progrès économique*, étant entendu que la connaissance de ses lois joue un rôle décisif pour la réalisation de l'Idéal social et, bien sûr, pour l'élaboration de la science appliquée de la production de la richesse sociale. S'intéresser au progrès économique nous permet donc de revisiter les trois dimensions de la construction walrasienne et donne une bonne illustration de la façon dont Walras pense leur articulation : le progrès économique doit d'abord être étudié en économie politique pure, puis, la "vérité pure" établie, restera à montrer comment "*elle n'éclaire pas moins l'économie sociale qu'elle n'éclaire, à d'autres égards l'économie politique appliquée*"¹⁰.

1) Le progrès économique (et le progrès technique) en économie pure

L'analyse du progrès économique est menée par Léon Walras dans la section VII des *Éléments* : "Conditions et conséquences du progrès économique. Critique des systèmes d'économie politique pure" et précisément dans les deux leçons 35 et 36 intitulée respectivement : "*Du marché permanent*" et "*Théorème des productivités marginales. De l'augmentation dans la quantité des produits. Lois de variation générale des prix dans une société progressive*". Ces deux leçons correspondent à l'apport essentiel de Léon Walras à ce qu'il considère être la dynamique économique.

Vers la dynamique

Ayant livré successivement la théorie de l'échange, de la production, de la capitalisation et du crédit, de la circulation et de la monnaie, il estime pouvoir maintenant donner l'expression mathématique du capital (proprement dit) total de la société, soit K (exprimé en prix par rapport a

⁹ Cf. Albert Jolinck, *Liberté, égalité, rareté, the Evolutionary Economics of Léon Walras : an Analytical Reconstruction*, thèse de doctorat, Un. Erasmus, Rotterdam, 1991 ; Shirine Sabéran, "*Le mythe du progrès dans l'œuvre de L. Walras*", Colloque "*Les traditions économiques françaises*", Lyon, oct. 1997 ; Pierre Dockès, *La Société n'est pas un pique-nique*, Paris : Economica, 1996, p 137 et sq.

¹⁰ *Éléments d'économie politique pure*, *OEC*, Vol VIII, 1988 (ci-dessous *Éléments*), p 598. Lorsque nous ne précisons pas, il s'agit de la 5e édition (définitive).

un numéraire)¹¹ : le capital circulant (ou fond de roulement) de la consommation, le capital circulant (ou fond de roulement) de la production, le capital fixe. Ceci fait, avant de donner une expression chiffrée de la richesse sociale d'une économie supposée, donc en ajoutant la valeur des terres (T) et des personnes (P) à celle des capitaux proprement dit (K), L. Walras fait un premier pas vers l'intégration du temps : il passe de l'hypothèse d'une *période indéfinie* à celle d'une *période déterminée* (l'année plutôt que la journée)¹², ce qui doit être compris comme le passage d'un marché qui se tiendrait *une fois pour toute* à un marché qui se tiendrait *périodiquement*¹³. Il précise (dans les deux dernières éditions) que ce marché, assimilable à un point dans le temps, suppose un "régime établi" (c'est à dire qu'il n'y aura pas de variations des quantités des capitaux - terres, personnes, capital proprement dit - , des utilités des biens et services et du revenu net au cours de la période) et que l'équilibre général est établi non seulement en principe (les tâtonnements préliminaires, donc ici avec le système des "bons"), mais effectivement.

Le passage *de l'état statique à l'état dynamique*¹⁴ est passage de l'hypothèse du marché périodique au "*marché permanent*". Donc, au lieu d'être en présence d'un marché qui se tient tous les jours ou tous les ans et qui, à chaque fois, connaît "un régime établi" (les "données fondamentales" sont invariables pendant qu'il se tient, donc seuls changent les prix) et voit se réaliser l'équilibre effectif, on a affaire à un marché pendant lequel toutes les données fondamentales se modifient : les productions, le montant des capitaux, les revenus neufs sont "*autant de tiges qui, sans cesse coupées à l'un de leur bout, repousseraient sans cesse par l'autre bout*"¹⁵. Tout se renouvelle sans cesse, disparaît et reparaît. Tout ? Les quantités des capitaux possédés, les utilités des produits, les coefficients de fabrication, l'épargne, les fonds de roulement, etc. Mais à des vitesses différentes et avec une formidable exception : les quantités de terres ne varient pas.

L. Walras nous a donc fait passer d'abord d'un marché "qui se tiendrait une fois pour toute" (ou d'une période indéfinie) à un marché qui se tient périodiquement (ou d'une période déterminée), puis de celui-ci au marché permanent. Et ce marché permanent, comme "*un lac agité par le vent et où l'eau cherche toujours son équilibre sans jamais l'attendre*", tend toujours à l'équilibre sans pouvoir jamais y arriver puisqu'avant même que les tâtonnements soient achevés, il sont à recommencer.

¹¹ Comprenant les 13 chefs de la richesse sociale énumérés au § 178

¹² *Éléments*, p 575-577.

¹³ Ce qui est clair dans les trois premières éditions.

¹⁴ Cette opposition statique- dynamique n'est explicitée que dans les deux dernières éditions.

¹⁵ *Éléments*, p 579.

Dès lors l'offre effective des produits n'égale jamais la demande effective, le prix de vente n'est jamais égal au prix de revient. Et comme les déplacements des services producteurs d'un secteur à l'autre sont lents, le prix de vente peut rester durablement supérieur au prix de revient. Ou survient un retournement brutal, des crises, "*ces troubles subits et généraux de l'équilibre*"¹⁶. Et le progrès économique dans tout cela ? Notons quatre points :

1. Il ne peut être abordé dans un univers statique, mais seulement dans celui des changements incessants, particulièrement celui des quantités de certains capitaux, des capitaux artificiels et personnels, confronté à la stabilité des capitaux fonciers. La succession des leçons 35 et 36 a du sens : on ne peut appréhender le progrès économique que dans l'hypothèse du marché permanent, en dynamique.
2. Naturellement, la question de la variation des coefficients de fabrication n'a de sens que dans cet univers changeant. Il me semble que, dans l'esprit de L. Walras jusqu'en 1894-1895 (date de sa lecture de Wicksteed et de la note que lui adresse Barone¹⁷), la variation des coefficients de fabrication n'a d'importance que dans la mesure où elle permet de rendre compte du progrès, économique et technique.
3. Puisque nous sommes dans les *Éléments*, ce sont les prix qui doivent être déterminés, ceux des biens et des services, en particuliers des services producteurs rendus par la terre, les facultés personnelles et les capitaux artificiels qui constituent les trois revenus des trois classes sociales : le prix de la rente (ou fermage comme L. Walras le nomme), le prix du travail (ou salaire), le prix du profit (ou intérêt dans la vocabulaire walrasien).
4. Enfin, L. Walras ne s'intéresse pas vraiment à la dynamique de court terme, celle du marché permanent, du lac agité par le vent qui tend toujours vers l'équilibre et ne le trouve jamais. Il s'intéresse davantage à la dynamique de plus long terme, celle qui modifie les équilibres, une dynamique à la Ricardo (quoiqu'il en ait) où est analysée l'évolution de long terme de la rente, du profit et des salaires telle qu'elle est produite par le processus d'accumulation du capital, d'accroissement de la population et de constance des terres : une théorie de la croissance économique. Mais il perçoit que cette analyse ne peut être conduite en statique comparative, mais seulement dans l'univers changeant constamment du marché permanent, même s'il n'est évidemment pas armé pour la mener (l'est-on aujourd'hui ?).

Progrès, progrès technique et progrès économique

¹⁶ Id., p 580.

¹⁷ Cf. ci-dessous.

Le problème de Walras

Le problème fondamental en ce qui concerne la dynamique économique de long terme est le fait que les terres sont en quantités constantes alors que la population est naturellement croissante et que le capital est accumulable par l'épargne, ce surplus du revenu au-delà de la consommation. Si les coefficients de fabrication étaient constants, les quantités de produits seraient limitées par la quantité des terres, y compris ces produits que sont les capitaux neufs, il n'y aurait pas d'accumulation du capital. Évidemment, ce n'est pas le cas. Il y a accroissement de la productivité dans l'agriculture (il donne comme exemple le passage à la jachère, l'utilisation d'engrais et de machines) et, plus généralement, on peut faire entrer dans la confection des produits (et des capitaux neufs) de moins en moins de rente à condition qu'on y fasse entrer de plus en plus de profit du capital. En d'autres termes, il y a variation des coefficients de production et, précisément, baisse de l'usage des services producteurs de la terre (rente) et hausse de l'emploi des services producteurs du capital. D'où, comme il l'exprime clairement, la *possibilité* d'un progrès indéfini. Sur cette base évolutive, il s'agit essentiellement, dans les *Éléments*, d'en tirer les conclusions en ce qui concerne les prix des services producteurs et des produits.

Le progrès

Le progrès, du moins le progrès matériel, est défini par Walras comme *"la diminution des raretés ou des intensités des derniers besoins satisfaits des produits chez une population croissante"*¹⁸. Curieuse définition finalement ! En effet, si la population était constante et que les raretés diminuaient, il n'y aurait pas, selon lui, progrès. De même, si les taux de croissance de la population et des quantités produites était égaux, il n'y aurait pas progrès puisque les raretés seraient constantes (L. Walras suppose que les courbes décroissantes des intensités des derniers besoins satisfaits sont données). La dynamique progressiste suppose un taux de croissance de la population strictement positif et inférieur au taux de croissance des quantités produites. Potentiellement, ce progrès n'est pas limité (progrès indéfini) dans la mesure où les possibilités de substitution du capital (ou du profit) à la terre (à la rente) sont illimitées, même si, précise-t-il, elles ne seront jamais totale. Par conséquent, s'il y a une limite au rythme du progrès, elle tient essentiellement à la faiblesse de l'accumulation du capital, donc de l'épargne. Mais cette substitution du capital à la terre peut-elle se faire de façon illimitée *avec un capital qualitativement inchangé* ?

Le progrès économique et le progrès technique

¹⁸ *Éléments*, p 585.

Il s'agit d'une distinction que L. Walras estime essentielle. Il distingue le cas où la *valeur* seule des coefficients de fabrication varie (hausse de ceux du profit, baisse de ceux de la rente), c'est le *progrès économique* et le cas où la *nature* de ces coefficients se modifie par mise en œuvre de nouveaux services producteurs, abandon de certains autres, c'est le *progrès technique*. Il précise même, de façon assez remarquable, "*toutes les fois que la fonction de fabrication vient à changer, c'est le cas du progrès technique amené par la science, et que toutes les fois que, sans changement de la fonction, les coefficients d'emploi de rente viennent à diminuer, ceux d'emploi de profit venant à augmenter, c'est le cas du progrès économique amené par l'épargne*"¹⁹. La science et l'épargne ! Voilà le Credo progressiste walrasien selon ses deux versants. Il est clair cependant que, concrètement, on a souvent à la fois, une modification de la fonction de fabrication et substitution du capital à la terre, progrès technique et progrès économique. Dans les *Éléments*, cependant, il va faire abstraction du progrès technique pour ne retenir que la seul progrès économique. Nous le verrons, cette possibilité de faire abstraction du progrès technique va jouer un rôle essentiel dans la détermination de la loi walrasienne de hausse des fermages.

Le théorème des productivités marginales

Il ne saurait s'agir ici de revenir sur cette importante question²⁰. Simplement, comme je l'ai déjà dit, je crois que la variation des coefficients de la fonction de fabrication n'avait d'importance pour Walras, jusqu'en 1895-96, que dans la mesure où elle s'imposait pour permettre de rendre compte du progrès économique. En effet, dès la première édition (et jusqu'à la 5e), c'est en voulant préciser mathématiquement la "distinction essentielle" entre progrès économique et progrès technique qu'il introduit la substitution possible des services producteurs dans l'équation de fabrication. Dans les trois premières éditions²¹, il se contente d'esquisser la solution (résolution de l'équation de fabrication par rapport à chacune des variables sous condition de minimisation de la fonction de prix de revient, condition "*qu'il serait facile d'exprimer par un système d'autant d'équations que d'inconnues à déterminer*")²².

¹⁹ *Éléments*, p 591-592.

²⁰ Cf. la communication de L. Ragni à ce colloque.

²¹ Cependant dans la troisième, l'appendice sur la critique de Wicksteed est déjà présent, cf. ci-dessous.

²² Dans les dernières éditions, curieusement, il va maintenir cette esquisse de solution (le § 325) alors même qu'il aura adopté la solution de Barone (le § 326) et probablement parce qu'il est légitimement fier de cette esquisse antérieure à Wicksteed. Cela rend difficile à suivre la démonstration du théorème des productivités marginales et Hicks a raison de dire que, si celui qui connaît la théorie peut la trouver chez Walras, celui qui ne la connaîtrait pas, ne l'y découvrirait probablement pas. Cf. la note de W. Jaffé, *Éléments*, p. 864, n.1, p 865 ; Jaffé observe que les § 325 et 326 correspondent à deux étapes successives, le § 325 étant un vestige de l'ancienne construction.

Mais L. Walras lit l'ouvrage de Philip H. Wicksteed²³ de 1894 et il rédige alors sa *Note sur la réfutation de la théorie du fermage de M Wicksteed*²⁴ qu'il incorporera ensuite en Appendice dans la 3e édition des *Éléments*²⁵. Surtout, il va avoir un échange de lettres avec Enrico Barone et, en 1895, celui-ci lui communique une note critiquant Wicksteed qui fournit à Walras la démonstration du théorème des productivités marginales. La note de Barone est d'abord utilisée en *Post Scriptum* dans la *Note sur la réfutation de...Wicksteed*, puis ce *Post Scriptum* sera partiellement incorporé, avec l'accord de Barone - L. Walras donnant acte de leur apport à Pareto et Barone - dans la 4e éd.²⁶. Je crois que c'est seulement dans ces années là que L. Walras considérera qu'il s'agit d'une théorie capitale en économie politique pure parce qu'elle fournit "*le ressort de la demande des services et de l'offre des produits par les entrepreneurs*"²⁷ et pas seulement parce qu'elle est une condition nécessaire du progrès économique. Mais ce dernier aspect reste essentiel. La preuve en est que, dès le § 327, L. Walras revient à son propos sur le progrès économique : la démonstration du théorème des productivités marginales reste une parenthèse dans le cours du développement sur le progrès.

Une théorie de la croissance

La théorie du progrès de Walras correspond donc à ce que nous nommons une théorie de la croissance. Croissance sans progrès technique ou progrès économique, croissance par le progrès technique ou avec progrès technique, ces derniers cas étant seulement esquissés.

Aujourd'hui encore, lorsque l'on présente aux étudiants la théorie de la croissance à partir d'une fonction de production à coefficients variables, ne commence-t-on pas, classiquement, par séparer la substitution des facteurs de production (le capital au travail, alors que pour Walras le capital se substitue à la terre) *le long* d'une fonction de production (ce qui correspond au progrès économique de Walras) et le changement *de* la fonction de production (ce qui correspond au progrès technique de Walras et de ces présentations classiques) ? Et l'on ajoute généralement que la séparation entre les deux phénomènes n'est pas facile à opérer.

²³ *An Essay on the Coordination of the Laws of Distribution*, Londres : Macmillan, 1894.

²⁴ In : *Recueil publié par la Faculté de Droit de l'Université de Lausanne*, 1896.

²⁵ p 715-722.

²⁶ Dans la 5e éd. , L. Walras observant que Pareto et Barone reviennent sur cette analyse, la reprend à son compte, *Éléments*, p 591.

²⁷ *Éléments*, p 588 et p 589.

La fonction de production (L. Walras a utilisé le terme de coefficient de production avant de généraliser l'emploi du mot "fabrication") utilisée par Walras est à trois facteurs. Le taux de croissance du facteur terre est nul. Le taux de croissance de la population (le taux naturel n des modèles de croissance) est étudié à partir d'une critique des lois de la population de Malthus. Il accepte la première loi, celle qui pose que, sans obstacles, la population croîtrait selon une progression géométrique, doublant tous les vingt cinq ans. Il ne considère pas que la croissance des subsistances limite strictement la progression de la population, mais une croissance à même taux strictement positif des produits (des subsistances en particulier) et de la population sert en quelque sorte de frontière²⁸, une situation que l'on pourrait dire de croissance neutre, sans chute dans la misère, mais sans progrès puisqu'il n'y a progrès que si, la population augmentant, les productions croissent plus rapidement (diminution des raretés).

Naturellement, pour que l'on atteigne la croissance neutre, la terre étant en quantité constante, il faut qu'il y ait croissance du capital à un taux plus élevé que le taux de croissance de la population et de la production. Avec une fonction de production homogène de degré un que L. Walras semble, en hésitant, adopter au moins dans la quatrième édition²⁹ et sans progrès technique, la solution donnant le taux de croissance nécessaire pour qu'il y ait croissance de la production et de la population à un taux donné est triviale. Dès lors, pour qu'il y ait progrès, il faut que le capital croisse encore plus rapidement que ce taux de croissance neutre et/ ou qu'il y ait déplacement vers le haut de la fonction de production, progrès technique donc. Dès lors, il est absurde de prétendre, comme le fait Malthus, que les subsistances croissent en progression arithmétique de raison un. Tout ce que l'on peut retenir, c'est que, sans contrainte, la population croîtrait plus rapidement que ne peuvent le faire les substances. L. Walras ajoute cependant que les capitaux proprement dites, *donc des produits*, doivent être élaborés avant que leurs services producteurs puissent être utilisés dans la fonction de fabrication. Dès lors le processus d'accumulation du capital (et le progrès technique éventuellement) doit précéder l'accroissement de la population, sinon, la population court à la misère. En effet, si le taux de croissance de la population est "malthusien", c'est à dire produit et borné par l'accroissement des subsistances, c'est la famine qui sert de régulateur³⁰.

²⁸ "Un supplément de travail, naturellement proportionnel au supplément de produit à obtenir, est assuré", Éléments, p 592.

²⁹ Wicksteed est critiqué pour cela par Barone et dans le *Post Scriptum* de sa *Note* réfutant la théorie de Wicksteed (et dans l'appendice de la troisième édition par conséquent) où L. Walras reprend l'argumentation de Barone, il refuse de se contenter d'une telle fonction. Cependant il est clair que dans la quatrième édition, L. Walras suppose une telle fonction puisqu'il retient l'épuisement du produit par la répartition à la productivité marginale (Éléments, p 588). En revanche, il supprime ce point dans la cinquième édition (Éléments, p 589) pour éviter de réduire sa démonstration à ce cas.

³⁰ Éléments, p 592.

Une conception réellement dynamique de la croissance est donc esquissée par L. Walras, une vision où l'offre est motrice : il faut produire au-delà des besoins, épargner donc, et accumuler ce surplus (formés de produits que sont les capitaux neufs), ce qui rend possible de dépasser les limites naturelles de la terre et même de faire croître la production au-delà de la croissance de la population qu'elle tend à engendrer.

Les prix des produits et des services producteurs

Le progrès économique sera obtenu par une épargne et une accumulation *préalable* du capital "*assez considérable*"³¹ puisqu'il faut pallier la constance des terres et permettre une croissance de la production, donc des subsistances, au-delà du taux de croissance de la population. Alors les raretés diminuent, mais ce n'est pas le cas des prix puisque la rareté du numéraire doit également se réduire (*a priori* dans les mêmes proportions : les prix ne baisseraient qu'à rareté constante du numéraire³²). Mais le problème walrasien est celui de l'évolution des prix des services producteurs en hypothèse de progrès économique. Le raisonnement reste "more geometrico". Les "courbes d'utilité ou de besoin" étant inchangées et les terres en quantités constantes, il suppose que les facultés personnelles ont doublé ainsi que (au moins) la production (à produits identiques) et que les capitaux proprement dits se sont accrus au taux plus élevé nécessaire pour réaliser cette production.

Certes, l'évolution des raretés relatives des rentes et des profits fait que l'ancien équilibre général ne tiendra plus. Il tendra à se rétablir à travers la demande effective de rente, donc la hausse des fermages, et une offre effective de profits, donc une baisse de l'intérêt. Voici donc le deux lois évolutives fondamentales, *une loi de baisse du taux de profit et de hausse de la rente, des lois non pas tendancielles, mais fatales dans le cadre de l'"épure" retenue*. L. Walras mettra l'accent essentiellement sur la seconde, mais il est loin de négliger la première³³. Toutes deux sont progressistes en ce sens qu'elles sont la conséquence du progrès. La loi de baisse du taux de profit ou de l'intérêt est encore progressiste en ce qu'elle est baisse d'un prix, le prix du service des capitaux artificiels, et en outre baisse de la rémunération unitaire du capitaliste. Enfin cette baisse de l'intérêt réel (en nature) ne peut qui produire la baisse de l'intérêt monétaire (en numéraire), autre évolution jugée positive. En revanche, la hausse des fermages n'est pas, en soi,

³¹ *Éléments*, p 592.

³² *Éléments*, p 595.

³³ Cf. S. Sabéran, op. cit., p 5 pour qui Walras masque les conséquences de la loi de baisse du taux de profit sur l'accumulation du capital, conséquences qui seraient fatales pour le développement du progrès économique.

une évolution positive : elle est accroissement d'un prix, le prix du service de la terre et elle élève la rémunération unitaire des propriétaires fonciers, une classe dont on sait qu'elle n'a pas la faveur de Léon Walras. Mais, par la réforme sociale, la collectivisation des terres, cet inconvénient se retourne en avantage : ce sera l'État, la Société, qui sera doté de ressources et de ressources croissantes (sans qu'il soit nécessaire d'imposer des impôts).

Ne peut-on penser cependant que la baisse de l'intérêt aura des conséquences fatales sur l'accumulation du capital, donc sur le processus de progrès économique lui-même ? En statique, la baisse de l'intérêt ne peut que tendre à faire baisser une épargne définie comme la différence entre le revenu (net de l'amortissement et de l'assurance) et la consommation³⁴. Mais il n'en va pas de même dynamiquement puisque, pour L. Walras, la tendance fondamentale de l'homme est d'accroître toujours la production et les revenus qui lui correspondent au-delà des besoins. Tel est fondamentalement la conséquence du "fait de la division du travail", ce "fait humanitaire fondamental", inhérent donc à l'homme. Avec Bastiat, L. Walras écrit : "sans la division du travail, nos besoins surpassent nos facultés ; avec la division du travail, nos facultés surpassent nos besoins"³⁵. Le progrès économique est impulsé par cette loi qui pousse à la formation d'un surplus de la production sur la consommation, d'où l'épargne, l'accumulation et tous les développements de l'industrie, et à nouveau l'élargissement de l'excédent, donc de la division du travail, en une spirale ascendante indéfinie³⁶.

Cette évolution "progressiste" des fermages et de l'intérêt ne va pas bouleverser l'équilibre autant qu'on l'imaginerait. L'équilibre nouveau ne sera pas très différent de l'ancien puisque les prix de revient des produits seront, "à peu de chose près", les mêmes (les entrepreneurs utilisent moins de rente à fermage plus élevé, plus de profit à intérêt plus élevé et autant de travail à salaire identique) et donc en concordance, "ou peu s'en faut" avec des prix de vente eux-mêmes inchangés. Et les apporteurs de services producteurs, travailleurs, propriétaires fonciers et capitalistes, se retrouveront aussi dans une situation "à peu de chose près" équivalente : les vendeurs de travail en vendent autant au même prix, les vendeurs de rente en vendent moins, mais plus cher, et les vendeurs de profit en vendent plus, mais moins cher : tous "ont, à peu de chose près, le même revenu et peuvent, ou peu s'en faut, se procurer une quantité au moins égale des mêmes produits aux mêmes prix de vente concordant avec les prix de revient".

³⁴ Éléments, p. 361. L'équation d'épargne ("posée empiriquement" in : éditions 1 à 3, p 359) est évidemment statique.

³⁵ EES, p 92 et n. de l'éditeur p 438-39 (Bastiat dit "dans l'isolement [...] dans l'état social [...]").

³⁶ CES, p 119-120 ; P. Dockès, La Société n'est pas un pique nique, p. 103.

Il y a donc une certaine neutralité du progrès économique walrasien. Les seuls changements concernent les quantités consommées productivement et les prix des services de la terre et du capital (rien ne changeant pour le travail qui augmente en proportion de la production et à prix inchangé). Il y a baisse des quantités utilisées productivement et hausse du prix pour les services de la terre, et *vice versa* pour les services du capital proprement dit. Observons que les revenus des membres des trois classes sociales sont maintenus, ils tendent à conserver, à améliorer plutôt, leur satisfaction totale dans la même proportion. Les prix des produits, et en particulier des capitaux neufs, sont constants. *Cette constance, d'ailleurs, des prix des capitaux neufs permet un petit tour de passe-passe assez ricardien.* Walras, en effet, supposant ces prix constants, il détermine leur *taux de revenu net*, rapport de l'intérêt net (qui a diminué) au prix du capital (qui, en tant que produit est constant) : le taux de revenu net diminue donc. Et il utilise ensuite ce taux de revenu net pour déterminer le prix des facultés personnelles et des terres (en divisant par ce taux de revenu net, le salaire et le fermage). Finalement, dans cette société progressive, mais avec ce type de progrès économique neutre, le prix des capitaux est constant, celui des facultés personnelles s'élève avec la baisse du taux de revenu net et, enfin, *le prix des terres s'élève, à la fois parce que les fermages augmentent et que le taux de revenu net diminue.*

Pour Léon Walras, cet accroissement des fermages et du prix des terres est, autant que l'accumulation du capital et l'accroissement de la population, la caractéristique essentielle du progrès économique. Il y a un facteur non accumulable, la terre, et un facteur accumulable, le capital. L'épargne permet de substituer le second au premier et, forcément, la rareté relative de l'un et de l'autre évoluant en sens inverse, il ne peut qu'y avoir cette double loi fatale qui entraîne l'intérêt à la baisse, les fermages et le prix des terres à la hausse, tandis que les salaires sont stables. Cette dynamique de longue période qu'au début du siècle D. Ricardo avait développée, cette vision d'une rente fondamentalement croissante, de salaires réels (et nominaux pour Walras) constants et de taux de profit décroissants n'en est pas moins une conception étonnante à la fin du XIXe siècle alors que l'évidence inverse commençait à s'imposer fortement, tout au moins pour les salaires, les fermages et les prix des terres.

On n'insistera pas ici sur une analyse prédictive cruellement démentie, non seulement par l'histoire du XXe siècle, mais déjà lors de la crise des années 1880 et 1890, ce que divers critiques n'avaient pas manqué de faire remarquer à Léon Walras³⁷.

³⁷ Cf. par exemple les remarque de W. Lexis in : *EES*, p 308, n. [26]. Cf. également "Un économiste inconnu, H. H. Gossen, in : id, p 325 et n. [31] de cette page, les remarques de C. Péguy in : id., Appendice et Pierre Dockès, "L. Walras and the French "Intellectuals" (1896-97)", *Perspectives on the History of Economic Thought*, vol. 8, *Contributions to the History of Economics*, Lexington : E. Elgar/H E S, 1992, chap. 7, p 90-123 et infra, chap 5.

Pour y arriver, il a neutralisé le progrès économique, raisonné avec un équilibre général modifié seulement de façon ...partielle, il a supposé que la population augmentait comme ("un peu moins" que) la production. Il me semble qu'en outre, *la distinction entre progrès technique et progrès économique s'imposait pour la même raison*. En effet, le progrès technique peut conduire n'importe où, produire n'importe quoi. La technique appuyée sur la science peut modifier la fonction de production dans des directions (vers des secteurs) et des proportions que l'on ne peut déterminer (il y a un aspect "irrésolu", comme dirait K. Popper, dans le progrès scientifique, donc technique) et L. Walras le voit lorsqu'il critique la seconde loi de population de Malthus³⁸. Le progrès économique peut agir dans des proportions variables, *mais rendu "neutre" et abstraction faite du progrès technique, au moins peut-on établir a priori la loi de hausse des fermages et du prix des terres*. Il a raisonné ici comme il raisonne toujours. De la réalité complexe, de ses "types réels", il a retiré l'essentiel, la loi du progrès économique fondée sur la constance des terres et le caractère accumulable du capital, il a fait abstraction de ce qui peut distordre cette évolution (un progrès technique qui, s'il est toujours présent et toujours plus vigoureusement soutenu par la science, peut s'appliquer n'importe où) et rendu "neutre" le progrès économique. Il aboutit à ce qu'il voulait démontrer, à ce que son père lui avait enseigné et cette Vérité pure censée éclairer l'économie sociale et l'économie politique appliquée.

2) Le progrès économique en économie sociale et en économie politique appliquée

De l'économie pure à la réforme sociale

La solution définitive à la question sociale, celle de son père déjà, est pour Léon Walras de donner à l'État l'entière propriété des terres et des ressources naturelles³⁹. Cette réforme sociale (il parlera ultérieurement d'une première réforme sociale lorsqu'il pensera devoir la compléter par une seconde concernant l'élimination des monopoles artificiels et le contrôle par l'État, des monopoles naturels) devrait permettre de revenir sur l'erreur tragique de la Révolution française vendant les biens nationaux aux paysans⁴⁰ et, plus largement, de se rapprocher de l'Idéal social,

³⁸ *Éléments*, p 593-594.

³⁹ Notons qu'il maintient encore (et d'ailleurs jusqu'à la fin de sa vie) la possibilité d'employer ces deux solutions concurremment (d'abord la copropriété par l'impôt foncier puis le rachat du reste de la propriété) lorsqu'il rédige l'"Esquisse d'une doctrine économique et sociale".

⁴⁰ Cf. "*Esquisse d'une doctrine économique et sociale*", *Études d'économie politique appliquée* (ci-dessous *EEPA*), *OEC*, vol. X, p. 436 ; William Jaffé, *Correspondence of L. Walras and Related Papers*, Amsterdam : North Holland, 1965, t. II, p.758, l. 1327 du 2 oct. 1897 à Georges Weulersse à qui il propose, pour sa thèse, d'étudier ce drame social et politique que fut la vente des biens nationaux.

de retrouver des solutions qui, finalement, avaient été esquissées dans l'Antiquité et au Moyen-âge.

Le progrès économique rend la Réforme sociale toujours plus nécessaire puisqu'il tend fatalement à élever les fermages et le prix des terres, ce prix de terres s'élevant, rappelle Walras, à la fois du fait de cette hausse des fermages et de la baisse du taux du revenu net des capitaux⁴¹. Cependant, pour ces raisons même, ne rend-il pas cette réforme difficile, voire impossible ? De fait, le progrès économique allié au progrès technique va la rendre possible. Il ne saurait s'agir d'exproprier les propriétaires (si la propriété foncière n'est pas légitime en droit naturel, l'appropriation a été légitimée), mais il faut leur racheter leurs terres à un prix juste. Léon Walras propose donc un plan de rachat des terres par l'État grâce à un emprunt (en grande partie repris d'Hermann-Heinrich Gossen, mais celui-ci échoue alors que lui, Walras, réussit, à proposer un plan rationnel). L'État doit racheter toutes les terres à un prix normal, un prix d'équilibre vers lequel tend le prix courant. Un emprunt va permettre de réaliser une telle opération massive.

Le problème est celui du caractère soutenable de l'emprunt. Selon L. Walras, l'État pourra payer les intérêts et rembourser le capital avec les fermages dont il serait maintenant propriétaire dans la mesure où ceux-ci devraient non seulement augmenter régulièrement dans le temps, *mais où ce taux de plus-value devrait être croissant*. D'abord, si l'État rachète les terres au prix courant, si les fermages s'accroissent *régulièrement* dans le temps et si l'État verse le taux d'intérêt courant aux prêteurs, il ne sera pas possible d'amortir l'emprunt. En effet, le prix normal des terres est "*tel qu'il ne puisse y avoir avantage d'arbitrer des capitaux mobiliers contre des capitaux fonciers*" et comme il doit intégrer les anticipations concernant l'accroissement futur de la rente⁴², l'amortissement de l'emprunt (payer les intérêts et rembourser le capital) sera impossible avec les seuls fermages : "*de deux choses l'une : ou l'État paiera les terres au prix normal, de façon à ne faire aucun tort aux propriétaires, et dans ce cas il n'amortira pas ; ou il paiera les terres à un prix inférieur au prix normal, de manière à amortir, et alors il fera tort aux propriétaires*"⁴³.

⁴¹ "Théorie mathématique du prix des terres", EES, p 239.

⁴² Id., p 240. Cf. également p 298 où Walras dit l'évidence d'un impossible amortissement : "*un tel amortissement constituerait un bénéfice et [...] le prix normal est celui qui ne permet ni bénéfice ni perte*".

⁴³ "Théorie mathématique du prix des terres", EES, p 238. Dans ce texte L. Walras redit que le taux de revenu baisse avec le progrès, que c'est une des causes de la hausse du prix des terres. Si le taux d'intérêt baisse, l'État ne devrait-il pas pouvoir rembourser plus facilement ? Or L. Walras ne fait pas intervenir dans ces calculs cette baisse de i (il semble même admettre que le revenu du capital proprement dit est constant : "*il est clair que des gens qui, toutes choses étant parfaitement égales d'ailleurs, ne feraient nulle différence entre deux capitaux dont un capital a revenu constant et un capital à revenu égal mais croissant d'année en année seraient à mettre en tutelle*", id., EES, p 298). Mais dans ses calculs du prix des terres, il ne fait intervenir que z (le taux de croissance des fermages). Quid de la baisse du revenu net ? Est-elle oubliée ou négligée ? Plutôt négligée dans la mesure où, intervenant des deux côtés, elle ne change rien à l'équilibre comptable global : d'un côté elle fait monter le prix des terres et, anticipée, elle est dans ce prix normal, de l'autre elle rend le paiement des intérêts plus aisé (mais changerait l'évolution de l'endettement de l'État).

Ne peut-on penser racheter les terres à un prix *inférieur* au prix courant sans faire tort aux propriétaires⁴⁴. Le prix courant est élevé du fait de la croissance passée des fermages, une croissance qui n'est pas due aux efforts ou aux capitaux individuels, mais seulement au processus collectif de progrès économique. Mais si d'un côté ce serait conforme à la justice (les anciens propriétaires qui ont vu le prix des fermages et des terres s'élever n'en sont en rien responsables), ce serait, d'un autre côté, spolier ceux qui viennent d'acheter ces terres à ce prix. Heureusement, non seulement les fermages et le prix des terres croissent avec le progrès économique et l'évolution de la société vers le régime industriel et commercial, *mais le taux de cette plus value est lui-même croissant grâce à l'entrée dans une société progressive*, un type de société dont l'évolution repose sur le recours à la science et donc au progrès technique systématique.

Il est intéressant d'observer que *ce progrès scientifique et technique* dont il avait fait abstraction dans les *Éléments* vole, en quelque sorte, au secours d'un plan rendu d'autant plus nécessaire qu'il y a progrès économique. En effet, *l'accroissement* du taux de plus-value des fermages n'est pas anticipable (du moins par des individus, il n'en va pas de même de l'État éclairé) et n'est donc pas dans le prix normal des terres. Le plan peut donc être appliqué en rachetant à ce prix normal : la croissance du prix des terres, on l'a vu, mais davantage encore celle du taux de plus-value liée au progrès scientifique et technique, à l'entrée dans une société progressive, ne saurait être attribué aux individus : elle ne doit rien, ni à leur travail, ni à leurs épargnes, il doit tout aux progrès collectifs et doit donc revenir à l'État. Un État qui peut, en outre, élever ce taux de croissance de la plus-value des fermages en accroissant systématiquement la croissance démographique et l'accumulation du capital⁴⁵.

Léon Walras, en indiquant "les voies et moyens" de la réforme sociale, revendique sa position de savant ès sciences sociales qui définit le but (l'Idéal social) et trace le chemin. Cependant, il estime qu'une telle réforme a peu de chances d'être entreprise dans un pays comme la France, sous un régime qui n'a pas le sens de l'État, électoraliste et corrompu, qui ne prend en compte que les coalitions d'intérêts particuliers capables de constituer sa majorité électorale, qui est entre les mains de cette alliance réactionnaire des petits propriétaires-exploitants et des financiers. Cet État, en outre, ne saurait réussir techniquement "*une opération financière aussi colossale*"⁴⁶.

⁴⁴ Walras semble même tenté par cette solution. Cf. également *CES*, p 265-266.

⁴⁵ Une intervention de l'État visant à l'accroissement de la population est vivement critiqué par K. Wicksell (il est partisan d'un néo-malthusianisme pour améliorer la condition des travailleurs). Cf. sa recension des *Études d'économie sociale*, in : *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, janv. 1898, 3e série, vol. 15, n° 1, p 89-92 et "Annexe III", *EES*, p 503.

⁴⁶ "*Théorie mathématique du prix de terres*", *EES*, p 306.

La réforme ne pouvant pas être réalisée, la révolution, comme souvent dans ce pays, risque de s'y substituer ! Mais cela n'empêche pas que Léon Walras restera fidèle à ce plan, héritage sacré de son père, jusqu'à sa mort. Lors de son jubilé en 1909⁴⁷, ne propose-t-il pas encore à la Suisse de racheter les terres en utilisant sa nouvelle grande richesse, la houille blanche ?

Le progrès économique en économie politique appliquée

Le progrès économique est largement présent dans les *Études d'économie politique appliquée*. En particulier, un aspect du progrès est analysé par L. Walras, ce que nous nommerions la mondialisation de l'économie, ce qu'il nomme la communication des marchés et qui recouvre essentiellement le libre-échange et le développement des moyens de communication (chemin de fer principalement). Qu'il s'agisse d'un progrès économique est évident puisque le libre-échange complet et la communication des marchés est la généralisation du principe de la libre concurrence qui permet de réduire les coûts de production, donc les raretés et (pour une valeur constante du numéraire) les prix de tous les produits et qui présente, en dynamique, cet autre avantage qu'il nomme l'aspect auto-moteur de la concurrence⁴⁸, un processus de dynamisation de l'évolution progressiste. Il le fait dans deux des articles qui forment les chapitres de la troisième partie (Agriculture, Industrie, Commerce) : "*Influence de la communication des marchés sur la situations des populations agricoles*" et "*Théorie du libre échange*"⁴⁹.

Dans le premier de ces textes, il s'agit de suivre l'évolution de la situation des populations agricoles entre 1820 et 1870 pour la France et entre 1848-50 et 1870-72 pour la Suisse (ce dernier pays étant en retard sur l'évolution de la France, la comparaison semble possible à Walras). D'abord les constatations. Du point de vue de ces populations comme consommateurs (à revenu constant), L. Walras établit un budget type pour un ménage français de 1820 ou suisse de 1848 et regarde où il en est à l'heure présente (1874). Il tient compte d'une inflation de 33% en France⁵⁰. Globalement, le pouvoir d'achat semble inchangé, si, par rubrique, il y a eu des changements : augmentation du loyer (33%), de la nourriture (8%), de son chauffage, éclairage, blanchissage et dépenses diverses (12,5%) ; diminution sur l'entretien du mobilier et l'habillement. Cependant, comme les prix ont changé, les ruraux ont changés les quantités consommées des divers biens, ce

⁴⁷ Dans son discours "*Ruchonnet et le socialisme scientifique*", *Mélanges*, p 504.

⁴⁸ *EEPA*, p 426.

⁴⁹ *EEPA*, pp. 221-243 ; p 263-279.

⁵⁰ Une baisse de 25% de la valeur de la monnaie à laquelle correspond une hausse de 33% des prix, *EEPA*, p 228.

qui impose de modifier le budget. Finalement, ils se logent et mangent moins bien, ils s'habillent et se meublent mieux, mais, l'un dans l'autre, la situation est équivalente.

Du point de vue du revenu, les fermages se sont élevés de 150 à 200%, les salaires ont doublé et l'intérêt ne s'est accru que de 25 à 30%, sachant que l'inflation est de 33%. L'évolution a été celle que la théorie pure dégageait (y compris pour les salaires puisque la population s'est moins accrue que le capital et la production, que les facultés personnelles sont devenues plus rares). Presque toutes les catégories sont gagnantes (les capitalistes perdant un peu), les propriétaires emportant le premier prix, les salariés, le prix de consolation. Les paysans étant à la fois propriétaires et salariés surtout et un peu capitalistes, ils sont gagnants.

Cependant, cette évolution positive a un aspect négatif : la hausse du prix des denrées agricoles. Est-ce une évolution normale ? On retrouve ce qui est au cœur de la question du progrès. Pour J. B. Say et L. Walras, le progrès économique se traduit par une baisse de la valeur des produits (à valeur constante de la monnaie). Pour un auteur comme Paul Dubost, en revanche, "*la vie à bon marché*" correspond à un état de privation et de misère alors que la cherté croissante marche avec le progrès, toutes les rémunérations augmentant encore plus fortement que le coût de la vie. L. Walras critique cette position. Tous les prix n'ont pas augmenté, seulement celui des denrées alimentaires, et encore pas celui du blé. Tous les revenus n'ont pas augmentés, seulement les fermages et les salaires (et encore pas ceux des fonctionnaires !). Et le prix des denrées alimentaires peut baisser, doit baisser avec le progrès : il suffit que leur production s'élève. Non, le signe et la conséquence du progrès n'est pas la hausse des prix des produits consommables et la hausse plus forte des prix des services producteurs, mais la hausse des prix de certains services producteurs (la rente et le travail) et la baisse de tous les produits consommables⁵¹.

Comment expliquer alors cette hausse du prix des denrées agricoles ? La cause en est la communication des marchés. Il y a eu hausse des prix des denrées alimentaires dans les zones agricoles et baisse dans les régions industrielles. Un processus normal dans un premier temps, mais normalement transitoire. En effet, sans même citer D. Ricardo, Walras explique qu'il doit y avoir détournement des services producteurs : dans les districts agricoles qui, maintenant, importent les biens industriels que naguère ils produisaient à grand frais, il devrait y avoir transfert des facteurs de production vers les denrées alimentaires (produit à faible coût), accroissement de la production et baisse du prix, et *vice versa* pour les régions industrielles. Pour ces dernières régions, c'est ce qui s'est passé : les prix des produits de l'industrie y ont diminué.

⁵¹ EEPA, p 236.

Pourquoi pas pour les denrées alimentaires dans les zones rurales ? Après une période de crise, transitoire, il y aurait du y avoir une hausse de la production agricole et une baisse de ces prix.

Cela ne s'est pas produit, d'abord parce que, si l'industrie capitaliste peut accroître sans limite les quantités de ce service producteur essentiel pour elle qu'est le capital, l'agriculture "*terristique*" ne peut le faire pour ce service producteur essentiel pour elle qu'est la terre. On ne peut donc augmenter aussi facilement les deux types de production⁵². Et rien n'a été fait, bien au contraire, pour développer l'agriculture en France, pour mettre le pays en état d'affronter la concurrence. L. Walras revient sur ce tragique Traité de libre échange Cobden - Chevalier qu'il a critiqué et critiquera toute sa vie, qui a été imposé "despotiquement" par Napoléon III : il avait lancé la France "*dans la voie du libre-échange à peu près comme on jette un chien dans la rivière pour le faire nager*"⁵³. La France n'était pas prête, l'Angleterre industrielle avait une offre excédentaire en denrées industrielle et...une puissante agriculture, la France agricole n'avait pas de denrées agricoles exportables ! Et elle ne fit aucun effort pour développer son agriculture. Au contraire, elle attira les bras et les capitaux vers les villes en y mettant en œuvre des grands travaux aberrants, ceux d'Hausmann évidemment, cette autre bête noire de Léon Walras. Et la Suisse ? Si elle n'a rien fait contre son agriculture, elle n'a pas réussi à la hisser "*à la hauteur du nouveau régime économique*", elle n'a pas capitalisée tous les avantages qu'elle devait retirer de la communication des marchés.

Il revient sur cette même question dans sa "Théorie du libre échange". Dans "le cas général", le libre-échange finit par bénéficier à tous les consommateurs sans nuire à aucun propriétaire de services producteurs. Si "*le libre-échange est l'idéal de la science*"⁵⁴, il faut distinguer le libre échange incomplet du libre échange complet. Ce dernier seul est bénéfique aux consommateurs sans qu'il y ait perte pour les propriétaires des services producteurs. Il suppose le "détournement" parfait des services producteurs des activités à importations vers les activités exportatrices, donc le jeu de la libre concurrence, un certain délai et l'absence d'entraves à ces déplacements. Si la substitution n'est pas possible entre services producteurs, le libre-échange est

⁵² Dira-t-on qu'en théorie (pure) il suffirait qu'il y ait substitution du capital à la terre dans la production agricole ? On sait que ce n'est pas si simple. Il faut une épargne préalable, donc la nécessité d'une augmentation de la production au-delà des besoins et cet accroissement de la production agricole peut être temporairement entravé par la quantité limitée des terres.

⁵³ "*Théorie du libre-échange*", EEPA, p 276.

⁵⁴ "*Théorie du libre-échange*", EEPA, p 272. Cette position générale ne le pousse nullement à envisager une spécialisation forte des économies nationales. Si la facilité des échanges (chemins de fer) et le libre-échange participent évidemment du principe général de la division du travail, les nations ne sont pas spécialisables comme le sont les individus ou les régions d'une même nation : il n'y a pas, par nature, de nation exclusivement agricole, industrielle ou commerçante, pas de dons ou d'aptitudes nationales pour ces spécialisations. Il pense à un "état complexe" avec des "dominantes" plus ou moins développées. "*Influence de la communication des marchés sur la situation des populations agricoles*", EEPA, p 236 ; CES, p 318-320.

incomplet. Il y aura selon le cas des gains ou des pertes d'utilité pour les consommateurs comme pour les propriétaires des services producteurs.

Le pays qui importerait des biens de luxe recourant essentiellement au travail de pauvres ouvriers (les dentelles) et qui exporterait des biens de première nécessité dans lesquels entrent essentiellement de la rente de riches landlords (le blé) serait perdant en utilité : de légers bénéfices en utilité des quelques riches ne pouvant compenser les pertes importantes de satisfaction de la multitude des pauvres.

En libre concurrence, le détournement *du même* service producteur d'une activité importatrice vers une activité exportatrice est sans grands problèmes. En ce qui concerne les capitaux, l'adaptation est même quasi immédiate : instantanément les capitaux circulants se déplace tandis que les capitaux fixes s'adaptent par les capitaux neufs. Pour les facultés personnelles, l'apprentissage devrait détourner rapidement les plus jeunes. Le vrai problème concerne les terres. Cependant, malgré les différences de sol et de climat, L. Walras pense qu'un système de la concurrence appliqué aux entreprises agricoles devrait permettre l'adaptation.

S'il y a cependant un risque de blocage, et nous avons vu que tel était le cas de la France et, plus modérément, de la Suisse, c'est pour des raisons à la fois structurelles et institutionnelles. Il y a, d'abord, "*la confusion des fonctions de propriétaires fonciers et d'entrepreneurs de culture dans la petite propriété aux mains de paysans également dépourvus de capitaux et de connaissances techniques*"⁵⁵. L. Walras insiste sur le nécessaire recours à des fermiers dotés de capitaux importants, sur la suppression des droits de mutation qui entravent les ventes. Il propose aussi l'association coopérative qui peut permettre de concilier les exigences de la petite propriété et de la grande culture. Walras demande encore que l'on améliore l'enseignement agricole. Il faut que les exploitants aient une notion exacte et complète des conditions modernes de leurs entreprises : ils doivent intensifier, se spécialiser, abandonner le blé aux pays arriérés pour produire viande, lait, fruits et légumes⁵⁶, ils doivent devenir des agents rationnels et non plus "*inintelligents et insoucieux de leur propre intérêt*" comme le sont les petits propriétaires exploitants qui retiennent les services fonciers dans de mauvais emplois⁵⁷. Il y a dans ces propositions, un mélange d'observations judicieuses et de mépris envers une classe de petits paysans-propriétaires, estimés responsables, d'ailleurs, de toutes les défaites des révolutionnaires et de la victoire de Louis-Napoléon Bonaparte !

⁵⁵ CES, p 326 ; "*Théorie du libre-échange*", EEPA, p 274.

⁵⁶ EEPA, p 242.

⁵⁷ EES, p 417 ; "*Influence de la communication des marchés*", EEPA, p 242.

Mais surtout, c'est la réforme sociale qui doit permettre le libre échange complet, de lutter contre la concurrence inégale de concurrents américains bénéficiaires de terres gratuites. En outre, elle permettrait la suppression des impôts qui, en troublant les variations de prix des produits et des services producteurs, interdisent l'adaptation de l'économie au libre-échange (principalement l'impôt sur les salaires qui fait que la partie n'est pas égale entre les salariés européens et leurs concurrents asiatiques⁵⁸).

Le libre échange, plus généralement le système de la libre concurrence, ne sont donc pas efficaces dans n'importe quel "état" institutionnel. Il faut d'abord que l'État réalise les institutions adaptées à l'état industriel et commercial. En d'autres termes, *"le libre-échange implique la nationalisation du sol"*⁵⁹, or, de façon parfaitement contradictoire, c'est ce que les doctrinaires libéraux ne veulent pas, et c'est ce qui condamne à l'échec leurs tentatives hypocrites de passage au libre-échange, favorisant ainsi le retour catastrophique du protectionnisme.

⁵⁸ "Théorie du libre échange", EEPA, p 275.

⁵⁹ "Théorie du libre échange", EEPA, p 274.